

Observatoire Français des Conjonctures Économiques. 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.95.12

N° 62 - Mercredi 22 février 1989

L'EFFORT PRODUCTIF IRRIGUE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

La productivité apparente du travail ⁽¹⁾ dans l'industrie progresse en France depuis 1987 d'un peu plus de 5 % l'an dans l'industrie manufacturière. A l'exception des années 1975-1976, qui apparaissent clairement être une période de rattrapage, une telle croissance n'avait pas été observée depuis 1970 (graphique 1). Les gains de productivité qui étaient de l'ordre de 4,5 % par an au début des années soixante-dix, se sont ralentis une première fois après 1973, puis à nouveau après 1979. De 1973 à 1979 ils sont encore de 3,7 % l'an, puis d'à peine 2 % l'an entre 1979 et 1986.

L'accélération de la productivité du travail à partir de 1987 suscite plusieurs interrogations. Permet-elle à la France de rattraper le niveau de ses principaux partenaires ? S'étend-elle à l'ensemble de l'industrie manufacturière ou n'est-elle concentrée que sur quelques secteurs ? Enfin s'inscrit-elle dans la durée, ou s'agit-il d'un phénomène transitoire résultat d'une conjoncture particulièrement favorable ?

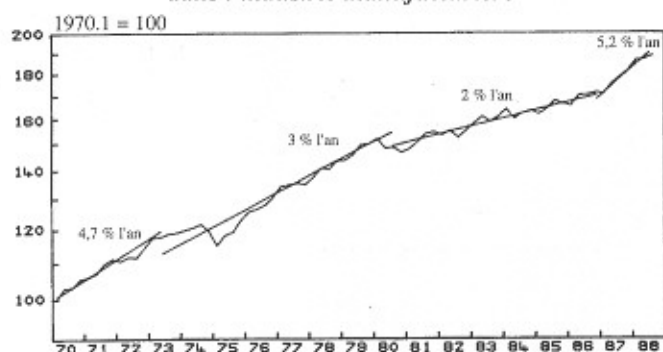
La France n'est pas le seul pays à avoir réalisé de tels gains de productivité dans l'industrie manufacturière au cours des deux dernières années. Si elle fait mieux que les États-Unis et l'Allemagne fédérale, les performances du Royaume-Uni et du Japon sont plus spectaculaires encore (graphique 2). L'examen des niveaux permet d'apprécier mieux la portée des évolutions récentes. Depuis 1970 la France a amélioré sa position vis-à-vis de l'Allemagne fédérale, des États-Unis et du Royaume-Uni, elle ne s'est laissée rattraper que par le Japon. La productivité horaire du travail demeure cependant en France un peu inférieure à ce qu'elle est outre-Rhin. L'Allemagne fédérale a, au cours des années soixante-dix, engagé plus tôt le processus d'ajustement de l'emploi. Il semble y être arrivé à son terme. Dès la fin de 1985 les industriels allemands estimaient que leurs effectifs n'étaient

plus excédentaires. De fait ils ont cessé de les réduire en 1986 ; de sorte que notre écart avec ce pays est près de disparaître. On est tenté d'opposer les vieux pays du continent européen, où des gains de productivité ont été maintenus après 1973 grâce à une réduction drastique des effectifs manufacturiers, d'une part aux États-Unis, où l'emploi n'a pas été sacrifié à la productivité, d'autre part au Japon qui parvient à conserver des gains de productivité appréciables tout en maintenant l'emploi.

Les progrès de la productivité sont particulièrement élevés dans l'automobile

L'accélération récente de la productivité horaire du travail ⁽²⁾ en France n'a pas la même vigueur dans toutes les branches industrielles (graphique 3). C'est dans la construction automobile qu'elle est la plus forte et la plus précoce. Cette branche, qui pèse 12 % de la production manufacturière, contribue depuis trois ans pour plus du quart aux gains de productivité d'ensemble. Les gains s'élèvent d'un peu plus de 11 % l'an depuis 1986, moins du fait de la réduction du nombre d'heures travaillées, qui s'est quelque peu ralentie, que de la forte reprise de la production. Les dégraissages, considérables à partir de 1980, (supérieurs à 4 % l'an jusqu'en 1987) ont été d'autant plus efficaces pour accroître la productivité, qu'ils se traduisaient par le licenciement du personnel le moins qualifié ou jugé le plus imperméable à la formation, élevant par là-même le niveau de la qualification. Et aussi ils s'accompagnaient d'une modernisation de l'appareil productif entraînant une économie de main-d'œuvre. Même lorsqu'il s'agit d'adapter l'appareil de production à la fabrication de nouveaux modèles, les investissements réalisés dans ce secteur, qui augmentent depuis 1986 et très vivement depuis 1987, sont effectués essentiellement avec le souci de rationaliser et moderniser la production. La production en flux-tendus réduit les stocks, mais contribue aussi à une intensification du travail, en réduisant notamment les temps morts. Elle s'est accompagnée d'un développement de la robotique, qui tend à substituer du capital au travail. En niveau, la productivité du travail est

1. Productivité apparente du travail ⁽¹⁾
dans l'industrie manufacturière



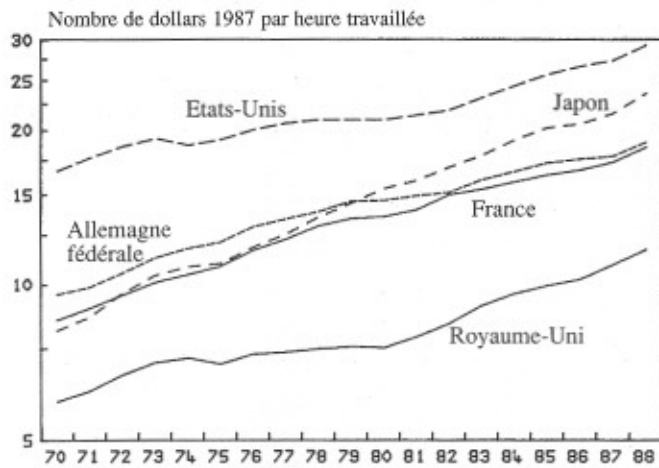
Source : INSEE.

(1) Rapport de la valeur ajoutée (au prix de 1980) aux effectifs.

(1) Mesurée par le rapport de la valeur ajoutée (aux prix de 1980) aux effectifs employés. Les variations récentes de la productivité apparente du travail sont difficiles à cerner avec précision. Les données des comptes nationaux en donnent sans doute une vision exagérée, car le développement récent de l'emploi intérimaire, comptabilisé dans les services marchands, mais effectivement employé en partie dans l'industrie, conduit à surestimer de l'ordre de 0,5 à 1 point les progrès de la productivité du travail. La reprise de l'activité a aussi provoqué un recours aux heures supplémentaires qu'on connaît imparfaitement, ce qui fausse l'appréciation exacte de la productivité horaire au cours des deux dernières années.

(2) Mesurée par le rapport de la production (aux prix de 1980) au nombre d'heures travaillées.

2. Productivité horaire du travail ⁽¹⁾ dans l'industrie manufacturière



Sources : CEPII, US Department of Labor, estimations OFCE.

(1) Production rapportée aux nombres d'heures travaillées.

désormais dans ce secteur supérieure à celle des industries produisant des biens intermédiaires. Peut-être le serait-elle encore davantage si la demande ne venait buter sur les capacités de production disponibles.

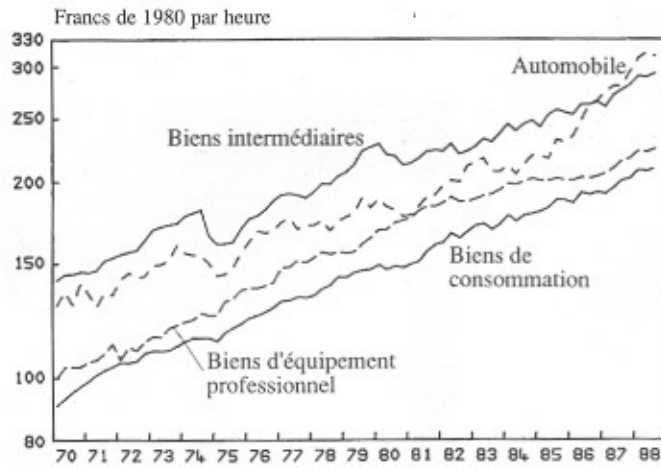
Dans le reste de l'industrie manufacturière les progrès sont certes moins rapides que dans l'automobile, mais plus élevés que ceux observés de 1980 à 1986, principalement en raison de la reprise de l'activité.

Ainsi dans les industries produisant des biens intermédiaires l'augmentation de la productivité est forte depuis 1987 (de l'ordre de 5,5 % l'an) et largement fondée sur celle de la production (4 %). Toutefois elle intervient après un ralentissement très marqué. Si l'on considère l'ensemble de la période 1974-1986, on constate que c'est dans ce secteur qu'elle a été la plus faible (de l'ordre de 3,3 % l'an) malgré les destructions d'emplois les plus massives (-2,2 % l'an). Ceci tient à ce que la production y a davantage reculé encore que dans le reste de l'industrie. A la fin de 1988 elle n'avait pas encore rejoint d'ailleurs son niveau de 1979. Gageons cependant que les restructurations importantes dans ce secteur (chimie, sidérurgie) ont permis de dégager des gains de productivité potentiels. La poursuite de l'activité permettrait dans ce cas que la tendance actuellement observée perdure au-delà d'une période de rattrapage. La restructuration de la sidérurgie s'est traduite, outre des suppressions d'emplois, par la fermeture des unités de production les plus vétustes, une réorganisation de la production et un effort de recherche-développement. Depuis 1984 la productivité horaire du travail y a progressé de 30 % (au lieu de 18 % pour les autres biens intermédiaires) et les effectifs ont été divisés par quatre.

Dans les industries produisant des biens d'équipement professionnel la productivité horaire du travail progresse depuis 1987 de 5 % l'an. Encore largement obtenue par une baisse des effectifs en 1987, son augmentation est en 1988 essentiellement fondée sur la forte reprise des demandes d'équipement du secteur concurrentiel. Ces entreprises paraissent avoir été moins que les autres contraintes de sacrifier l'emploi sur l'autel de la productivité. Jusqu'en 1981 les gains de la productivité du travail étaient restés soutenus (de l'ordre de 5,5 % l'an) bien que les effectifs aient progressé de 0,4 % l'an.

La situation est un peu différente dans le secteur des biens de consommation. Les progrès récents de la productivité du travail y sont plus modérés que dans les autres secteurs. Mais si l'on considère leur évolution sur plus longue période (1971-1988), on constate qu'ils se sont au contraire accélérés davantage que dans l'industrie (hors automobile), au prix d'une destruction de l'emploi plus importante.

3. Productivité horaire du travail ⁽¹⁾, par secteur, dans l'industrie manufacturière



Source : INSEE.

(1) Production aux prix de 1980 rapportée aux nombres d'heures travaillées.

Les progrès de productivité resteront-ils durablement supérieurs à ceux des années 1980-1986 ?

Toute prévision doit tenir compte de ce que les effectifs s'ajustent à la production avec des délais variables selon les circonstances. Le développement de l'emploi précaire (intérim, CDD, SIVP, ...) et la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ont sans doute permis un raccourcissement de ce délai d'ajustement. A l'inverse lorsque le krach boursier d'octobre 1987 a masqué les signes d'une reprise de l'activité, le comportement des industriels a pu contribuer à retarder des embauches. C'est seulement en 1988 qu'un ralentissement des pertes d'emplois manufacturiers a commencé à être sensible. Se poursuivant en 1989, il pourrait, toutes choses égales par ailleurs, modérer au cours des prochains trimestres ces progrès de productivité. Quoi qu'il en soit leur poursuite suppose que la production continue d'augmenter. Mais il reste qu'aucun signe d'essoufflement à court terme n'est aujourd'hui perceptible.

A long terme les progrès de la productivité apparente du travail seront probablement de l'ordre de 4 % l'an si l'on admet que la production augmente de 3 à 4 % l'an; ils resteraient en tout cas supérieurs à ceux de la période 1980-1986. Aujourd'hui il existe en effet encore une «réserve» de gains, dans la mesure où la destruction des emplois manufacturiers, même ralentie sous l'effet d'une conjoncture favorable, n'est pas achevée et où la diffusion des innovations technologiques (électronique, informatique robotique...) se poursuit.

Dans l'automobile, où l'évolution des gains de productivité revêt un caractère très cyclique, l'essentiel est peut-être acquis désormais. En revanche des possibilités subsistent dans les biens intermédiaires, où notamment la restructuration de la sidérurgie n'est pas encore à son terme. De plus il est probable que les gains de productivité se diffuseront en d'autres secteurs, principalement ceux qui, sous la pression de la concurrence internationale, seront à leur tour contraints de mettre en œuvre des politiques de restructuration. A en juger par l'offre japonaise, les productions de biens d'équipement professionnel pourraient bien se révéler les plus visées, notamment les matériels de manutention et de levage, les engins de travaux publics, les machines spécialisées dans l'alimentaire et le textile. Toutes activités où la France a pu jusqu'ici conserver des points forts.

Véronique PRZEDBORSKI

Département des diagnostics de l'OFCE

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS REELS : LA LIVRE STERLING EN SOLITAIRE

Après une légère reprise au troisième trimestre 1988, le dollar a poursuivi sa dépréciation effective réelle. Ces mouvements reflètent avant tout les variations de la parité bilatérale dollar-yen et affectent peu les devises européennes des pays-membres du Système monétaire européen (SME) dont les taux de change effectifs réels sont demeurés remarquablement stables (*).

Seule parmi les grandes monnaies européennes, la livre sterling, qui n'est pas liée par les accords de change du SME, a continué de s'apprécier en termes réels à la fin de 1988. En réalité, depuis 1979 les évolutions de la devise anglaise ont été particulièrement heurtées, sous la double influence des choix de la politique monétaire britannique et des mouvements du prix du pétrole, dont la balance des paiements anglaise est devenue fortement tributaire.

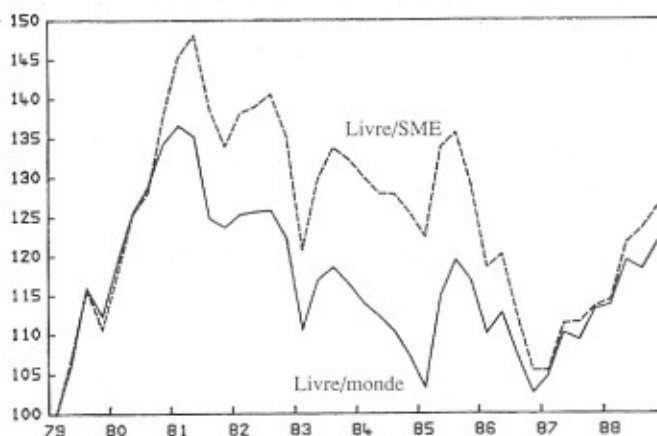
Entre 1979 et 1981 l'appréciation réelle de la livre vis-à-vis de l'ensemble des monnaies est considérable (plus de 35 % globalement et près de 50 % par rapport aux devises du SME), les effets du second choc pétrolier se conjugant à ceux d'une politique monétaire très restrictive dans un contexte d'inflation élevée. Au cours des quatre années suivantes on assiste à une baisse tendancielle de la valeur réelle de la livre, qui n'est pas uniquement due à l'appréciation du dollar ; la devise anglaise se déprécie en effet aussi vis-à-vis des monnaies européennes. Il s'agit là d'un choix délibéré des autorités qui, à partir de 1982, accordent une importance croissante à l'objectif de change dans la détermination de la politique monétaire. Il est en effet apparu, dans le contexte de déréglementation financière caractérisant cette période, que le taux de change pouvait constituer un utile indicateur des conditions internes, complémentaire des agrégats monétaires traditionnellement contrôlés. La dépréciation traduisait donc l'assouplissement du contrôle monétaire interne, destiné à encourager la reprise de l'activité, en restaurant la compétitivité de l'industrie britannique, et aussi le souci d'améliorer les soldes extérieurs du pays.

Au début de 1985 la livre subit passivement les effets de la baisse du dollar qui s'amorce ; mais sa tendance à l'appréciation réelle est brusquement inversée au troisième trimestre 1985, la forte chute qui suit étant largement attribuable à la baisse du prix du pétrole. En revanche, depuis le début de 1987, le mouvement

de hausse soutenu, vis-à-vis de l'ensemble des monnaies, résulte d'une action volontariste des autorités sur les taux d'intérêt. L'appréciation du change reflète alors une fois de plus le resserrement des conditions monétaires internes.

Ces amples fluctuations, largement contrôlées par les autorités, montrent que ce pays de taille moyenne, qui conserve la maîtrise de son taux de change, dispose de marges de manœuvre importantes dans la conduite d'une politique monétaire — et plus généralement de politiques macroéconomiques — relativement autonome et, en dépit d'un discours, monétariste, discrétionnaire.

2. Taux de change effectifs réels de la livre, global (monde) et vis-à-vis des monnaies du SME

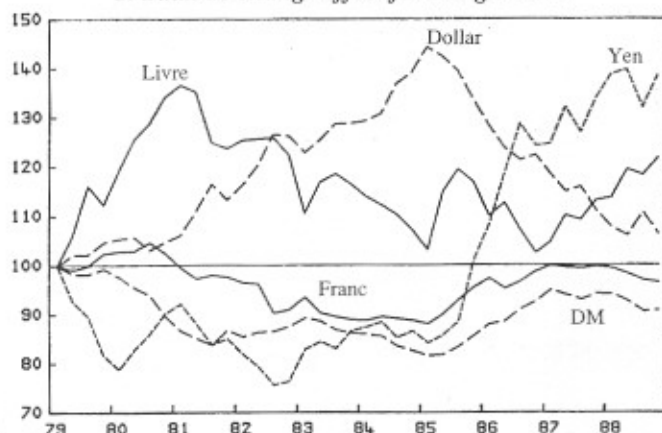


Source : OFCE

Catherine GUILLEMINEAU
Jacques LE CACHEUX

Département des études de l'OFCE

1. Taux de change effectifs réels globaux



Source : OFCE.

A PARAÎTRE LE 15 MARS

L'ECONOMIE FRANCAISE DEPUIS 1967

LA TRAVERSEE DES TURBULENCES MONDIALES

Cette histoire économique des vingt dernières années, qui a été écrite par les économistes de l'OFCE, relate d'abord les vicissitudes de l'économie mondiale.

Elle traite ensuite des principaux problèmes français, selon un plan thématique, mais qui prend en compte la durée et distingue périodes et tournants.

Elle s'aventure enfin à confronter les doctrines qui ont pu inspirer les gouvernants, puis dresse un inventaire des ambitions et des difficultés des politiques.

En annexes : un cahier de graphiques, des séries statistiques et une chronologie.

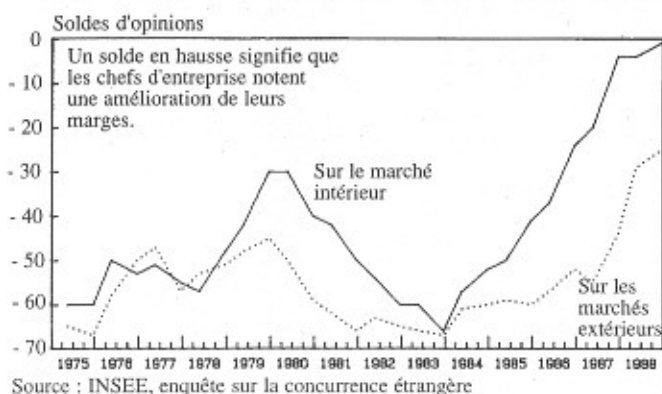
Editions du Seuil, 416 pages, 230 F.

Ce livre sera en vente en librairies et à l'OFCE.

* Cf. *Lettre de l'OFCE* n° 59 et *Revue de l'OFCE* n° 26 «Les taux de change effectifs des grandes devises».

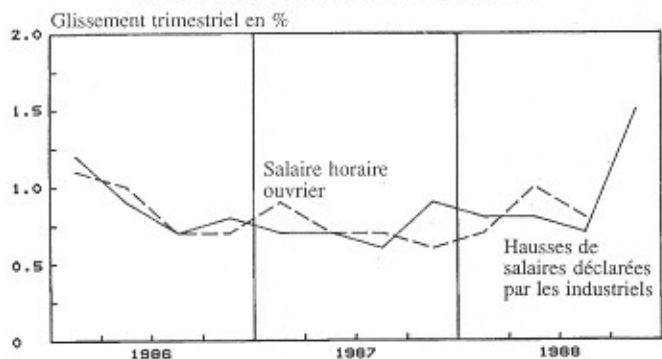
FRANCE

Marges bénéficiaires des producteurs de biens manufacturés



Les marges bénéficiaires des industriels se sont fortement élevées sur les marchés intérieur et extérieur et elles atteignent des niveaux inégalés depuis 1975. Cette amélioration s'est fondée sur une meilleure compétitivité des prix de revient qui n'a été que partiellement répercutée sur les prix de vente dans un contexte de forte croissance de la demande. Sur des marchés porteurs, hausse des marges bénéficiaires et moindre intensité de la concurrence étrangère sont ainsi compatibles. Les plus fortes progressions concernent les biens intermédiaires, dont les prix de revient sont de plus en plus compétitifs, mais aussi les biens de consommation. Les producteurs de biens d'équipement et d'automobiles ont amélioré leurs marges sur le marché intérieur, mais sont davantage contraints sur les marchés extérieurs par une concurrence plus intense.

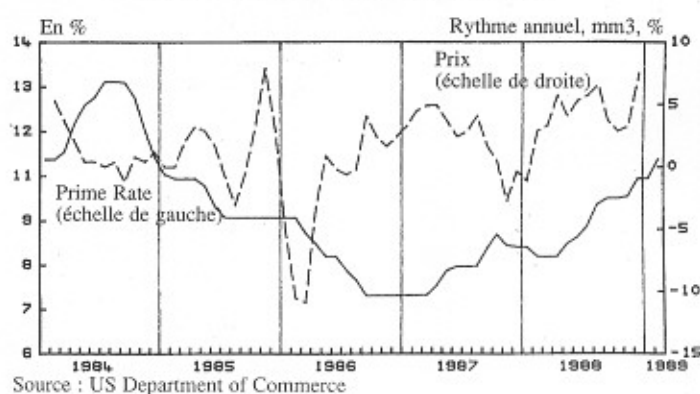
Les hausses de salaires dans l'industrie



Selon les chefs d'entreprise interrogés en janvier, les salaires ont augmenté de 1,5 % dans l'industrie au cours du quatrième trimestre 1988, soit un doublement du rythme de hausse observé depuis la mi-1986. C'est là un signe de détente de la politique salariale. Les augmentations annoncées par les industriels sont proches de celles du salaire horaire ouvrier, qui s'est probablement élevé de 1,2 % au cours du quatrième trimestre, soit 0,7 % en termes réels. Sur un an, il s'est accru de 3,7 et 0,6 %. L'amélioration du pouvoir d'achat en 1988 a été entièrement acquise au cours du dernier trimestre, et reste modérée. Les gains de productivité actuellement réalisés dans l'industrie permettent un assouplissement de la rigueur salariale sans que l'assainissement de la situation financière des entreprises ne soit remis en cause.

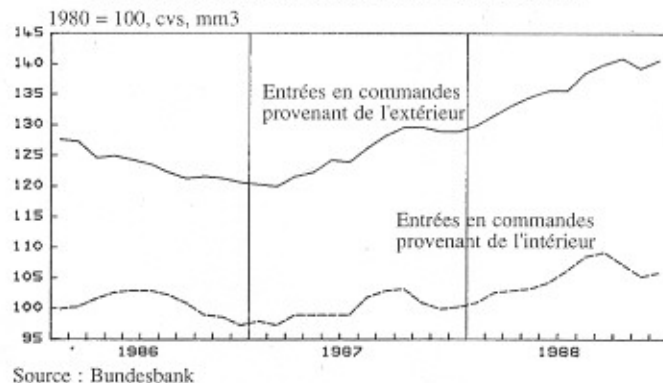
ÉTRANGER

Prix de gros et taux d'intérêt américains



Après une légère détente en janvier, la politique monétaire des Etats-Unis s'oriente vers un nouveau resserrement des conditions de crédit, dont témoigne l'augmentation du Prime Rate de 10,5 à 11 % le 10 février. Le mouvement de défiance à l'égard du budget présenté par le nouveau président et l'annonce le même jour d'une augmentation de 1 % des prix de gros en janvier ont, semble-t-il, accéléré la remontée des taux, préconisée dès décembre dernier par le Comité d'Open Market. L'augmentation des prix de gros fait suite à une hausse de 0,5 % en décembre et rompt la tendance ralentie des trois mois antérieurs. Une fois exclus les prix de l'énergie (+ 4,9 après 0 %) et de l'alimentation (+ 1,1 après 0,1 %) la hausse des prix atteint 0,4 % après 0,7 en décembre. Celle des biens d'équipement est de 0,6 après 0,3 %.

Entrées en commandes dans l'industrie en RFA



En RFA les entrées en commandes dans l'industrie ont augmenté de 4,3 % à prix constant en décembre (cvs). La composante intérieure progresse de 5 %, mais cela ne suffit pas à compenser le faible niveau des trois mois précédents ; le quatrième trimestre est, en moyenne, en recul de 3 % par rapport au trimestre précédent. Les commandes en provenance de l'étranger ne progressent que de 3,5 %, mais ce chiffre s'inscrit sur une tendance à la hausse en données trimestrielles (+ 1 %). Sur cette période, toutes destinations confondues, les entrées en commandes ont augmenté pour les biens intermédiaires de 1,8 %, mais ont diminué fortement pour les biens de consommation (- 3,5 %) et dans une moindre proportion pour les biens d'équipement (- 2,1 %). Ceux-ci restent néanmoins la composante la plus dynamique sur l'ensemble de l'année (+ 7,5 %).

L'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) publie sous le même titre « Observations et diagnostics économiques » une Revue trimestrielle et, le dernier mercredi du mois, une Lettre mensuelle. Les signataires s'expriment à titre personnel.

ABONNEMENTS Tarifs 1989	LETTRE 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE ET LETTRE
Institutions, Entreprises	150 F	330 F	420 F
Particuliers	75 F	210 F	250 F

Les demandes d'abonnement sont à adresser à l'OFCE avec un chèque à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications.